

ADVERTISING STANDARDS CANADA/LES NORMES CANADIENNES DE LA PUBLICITÉ**Avis d'assemblée générale annuelle et extraordinaire des membres****Le 2 juin 2026**

Avis est par les présentes donné que l'assemblée générale annuelle des membres d'Advertising Standards Canada/Les normes canadiennes de la publicité (« **l'organisation** ») se tiendra en personne au centre des congrès Vantage Venues, situé au 150, rue King Ouest à Toronto, et par vidéoconférence Zoom (réunion hybride) le 2 juin 2026, à 13 h HE aux fins suivantes :

- (a) approuver le procès-verbal de la dernière AGA qui a eu lieu le 17 juin 2025;
- (b) recevoir les états financiers vérifiés de l'organisation au 31 décembre 2025 et pour l'exercice financier terminé à cette date ainsi que le rapport des experts-comptables y afférent;
- (c) renouveler le mandat des experts-comptables jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle des membres ou jusqu'à ce qu'un remplaçant soit nommé, et autoriser le Conseil d'administration à fixer la rémunération des experts-comptables;
- (d) élire les administrateurs;
- (e) entériner les modifications apportées au Règlement administratif de fonctionnement général de l'organisation, conformément aux documents annexés à l'avis de convocation, et
- (f) discuter de toute autre question jugée appropriée qui pourra être soumise à l'assemblée ou à la reprise de celle-ci.

Le détail des questions qui précèdent et qui doivent être soumises à l'assemblée est donné dans les pièces jointes au présent Avis de convocation et est intégré par renvoi aux présentes. Un sommaire des états financiers annuels comparatifs de l'organisation ainsi que le rapport des experts-comptables seront présentés lors de l'assemblée. Les membres qui souhaitent examiner les documents financiers avant la tenue de l'assemblée peuvent le faire en prenant rendez-vous pour les consulter au bureau de Toronto de l'organisation ou peuvent en demander gratuitement une copie qui leur sera envoyée par courrier affranchi.

REMARQUE IMPORTANTE AU SUJET DES PROCURATIONS : Les membres qui ne peuvent assister à l'assemblée sont invités à nommer un fondé de pouvoir qui assistera et qui agira en leur nom à l'assemblée. Il peut s'agir d'un autre cadre supérieur de votre organisation ou encore, vous pouvez désigner un membre du Conseil d'administration des Normes de la publicité. **La nomination d'un fondé de pouvoir est importante pour nous car elle nous aide à atteindre la représentation nécessaire pour traiter les points à l'ordre du jour de l'assemblée.**

Le représentant officiel de chaque membre peut nommer un fondé de pouvoir en suivant les hyperliens contenus dans l'avis qui lui a été envoyé par courrier électronique. Veuillez noter que pour que cette procuration soit valide lors de l'assemblée, le représentant officiel du membre doit remplir le formulaire de procuration et le soumettre à Shelley.samel@adstandards.ca d'ici 23 h 59 HE, le vendredi 29 mai 2026.

FAIT ce 29^e jour d'avril 2026.

PAR ORDRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Catherine Bate
Présidente et cheffe de la direction



ORDRE DU JOUR

Advertising Standards Canada / Les Normes canadiennes de la publicité

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE

Le 2 juin 2026

1. Ouverture de l'assemblée
2. Approbation du procès-verbal de l'Assemblée générale annuelle du 17 juin 2025
3. Présentation des états financiers de 2025
4. Reconduction du mandat des experts-comptables
5. Approbation des actions du Conseil d'administration 2025-2026
6. Élection des administrateurs
7. Entérinement des modifications apportées au Règlement administratif de fonctionnement général de l'organisation
8. Rapport de la présidente du Conseil
9. Rapport de la présidente et cheffe de la direction
10. Questions diverses
11. Ajournement



CONFIDENTIEL

Procès-verbal de l'Assemblée générale annuelle de Advertising Standards Canada / Les normes canadiennes de la publicité

Le 17 juin 2025

Tenue par conférence Web depuis Toronto (Ontario)

1. Ouverture de l'assemblée

Bev Kirshenblatt, présidente du Conseil des Normes de la publicité, ouvre l'Assemblée générale annuelle à 12 h 31 HE et déclare qu'il y a quorum par l'entremise de la plateforme d'animation GetQuorum. Elle présente ensuite les panélistes qui sont présents : Catherine Bate, présidente et cheffe de la direction des Normes de la publicité; Serge Rancourt, cofondateur de No Fixed Address et vice-président du Conseil des Normes de la publicité; Richard Wong, trésorier du Conseil des Normes de la publicité; Shelley Samel, cheffe des Affaires juridiques et secrétaire générale des Normes de la publicité; Millie Ip, comptable externe des Normes de la publicité, ainsi que Derrick Crowe et Ridhima Khanna de Bakery Tilly, experts-comptables des Normes de la publicité.

Catherine Bate prend la parole en procédant à une reconnaissance du territoire autochtone.

Il est proposé par Serge Rancourt, appuyé par Richard Wong et ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ par les membres de l'assemblée que l'Ordre du jour de l'Assemblée générale annuelle de 2025 soit approuvé.

2. Approbation du procès-verbal de l'Assemblée générale annuelle du 5 juin 2024

Il est proposé par Richard Wong, appuyé par Serge Rancourt et ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ par les membres de l'assemblée que le procès-verbal de l'Assemblée générale annuelle du 5 juin 2024 soit approuvé.

3. Présentation des états financiers vérifiés de 2024

Le trésorier des Normes de la publicité, Richard Wong, présente le Rapport du vérificateur ainsi que les états financiers pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024. Les états financiers vérifiés pour l'exercice se terminant en décembre 2024 ont été préparés par Baker Tilly. Ce cabinet en est à sa 5^e année de collaboration avec les Normes de la publicité. Ces états financiers ont été présentés au Conseil d'administration et ont été dûment approuvés par ce dernier le 30 avril 2025.

Une fois de plus, les vérificateurs ont émis une opinion sans réserve. Ils ont précisé que les états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière au 31 décembre 2024 et que les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie des Normes de la publicité, pour l'exercice financier, sont conformes aux normes comptables canadiennes concernant les organismes sans but lucratif.

Les Normes de la publicité ont affiché une situation financière saine tout au long de l'exercice. En 2024, elles ont enregistré des revenus de 4 570 000 \$ et des dépenses de 4 370 000 \$, ce qui donne lieu à des revenus nets de 247 605 \$ excédant les dépenses de fonctionnement.

Revenus

Les **revenus totaux** de 2024 étaient en hausse par rapport à ceux de 2023, principalement en raison de l'augmentation des activités de préapprobation rendues possibles



par le retour à un effectif complet et par la reprise de l'ensemble des services dans toutes les catégories de préapprobation. L'année 2024 a également été marquée par une reprise des activités liées aux différends entre annonceurs.

Quant aux **revenus tirés des adhésions**, ils ont diminué de 40 000 \$ par rapport à ceux de 2023 – une baisse qui avait été anticipée. Les cotisations des membres constituent une source de revenus importante qui finance les fonctions essentielles d'autoréglementation des Normes de la publicité, notamment l'administration du Code canadien des normes de la publicité et de la Procédure de traitement des plaintes des consommateurs. Les Normes de la publicité comptent sur tous ses membres qui reconnaissent la valeur de soutenir une autoréglementation efficace de la publicité en adhérant à l'organisme — et leur en sont très reconnaissantes.

Dépenses

En 2024, les dépenses se sont établies à 4 330 000 \$, soit une hausse d'un peu plus de 600 000 \$ par rapport à 2023, reflétant en grande partie les dépenses extraordinaires engagées au titre du développement des systèmes informatiques.

Les **dépenses au titre des RH**, qui s'établissent à 2 630 000 \$, sont équivalentes à celles de 2023 qui, elles, étaient en baisse par rapport à celles de l'exercice précédent. Au cours de 2024, l'organisation a continué de faire face à une série de congés, de départs et d'un manque de personnel qui est désormais en grande partie réglé.

Les **dépenses de fonctionnement**, qui s'établissent à 1 300 000 \$, reflètent une hausse marquée des dépenses engagées au titre du projet TI comparativement à celles des exercices antérieurs, avec l'achèvement substantiel des nouvelles fonctionnalités de préapprobation et financière en 2024.

Les **dépenses administratives**, qui s'établissent à 411 000 \$, tendent généralement à être inférieures ou comparables à celles de 2023, à l'exception du poste de loyer qui reflète les coûts liés au renouvellement de notre bail à Toronto ainsi que l'emménagement dans un nouvel espace de travail partagé, loué à Montréal. Les dépenses au titre des RH, de 2 626 000 \$, sont comparables à celles de 2023 (2 587 000 \$) qui, elles, étaient en baisse par rapport à l'exercice précédent.

Aucune question n'est soulevée par les membres.

4. Reconduction du mandat des experts-comptables

Il est proposé par Serge Rancourt, appuyé par Richard Wong et ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ par les membres de l'assemblée que le mandat du cabinet Baker Tilly, à titre d'experts-comptables, soit reconduit pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2025 et que le Conseil d'administration soit autorisé à établir sa rémunération.

5. Approbation des actions du Conseil d'administration 2024-2025

Il est proposé par Richard Wong, appuyé par Serge Rancourt et ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ par les membres de l'assemblée que l'ensemble des résolutions, procès-verbaux, contrats, nominations, actes et délibérations des administrateurs et des dirigeants de l'organisation, tels que consignés dans les procès-verbaux jusqu'à ce jour, soient ratifiés et approuvés.

6. Élection des administrateurs

Il est proposé par Richard Wong, appuyé par Serge Rancourt et ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ par les membres de l'assemblée que les candidats suivants soient élus aux postes d'administrateurs de l'organisation pour l'année 2025-2026, chacun commençant ou poursuivant son mandat respectif.



Nouveaux administrateurs :

*Trevor Grant, Moosehead Breweries
Thomas Lecordier, A2C
Kimberly Legg, Procter & Gamble
Carolyn Leu, CBC/SRC
(Syed) Zeeshan Shams, Haleon
Divya Deep Singh, Unilever*

Administrateurs reconduits :

*Catherine Bate, Normes de la publicité
Sonia Carreno, IAB Canada
Judy Davey, Association canadienne des annonceurs inc.
Scott Knox, Institut des agences canadiennes
Steve McGregor, Pattison Affichage
Serge Rancourt, No Fixed Address Inc.
Shelley Samel, Normes de la publicité
Andrew Saunders, The Globe and Mail
Marina Seidl, Interac Corp.
Richard Wong, représentant du public*

7. Rapport de la présidente du Conseil

La présidente du Conseil des Normes de la publicité, Bev Kirshenblatt, présente le Rapport de la présidente du Conseil. Il s'agit de la dernière assemblée de Bev à titre de présidente du Conseil d'administration des Normes de la publicité, un rôle qu'elle a commencé à assumer au printemps 2020, au moment où le monde s'est arrêté et où les Normes de la publicité ont tenu leur première AGA à distance. Bev reconnaît que le monde a beaucoup changé depuis, mais que l'importance des Normes de la publicité – favoriser la confiance dans la publicité et offrir à l'industrie de la publicité une voix dans sa propre gouvernance grâce à une autoréglementation efficace – demeure la même.

Bev remercie les membres des Normes de la publicité pour leur soutien à l'organisation. Leur adhésion témoigne d'un engagement concret envers l'autoréglementation et rend possible le travail des Normes de la publicité – notamment l'application du *Code canadien des normes de la publicité*, le soutien aux efforts de conformité de l'industrie par la préapprobation des publicités ainsi que la publication de documents d'orientation qui aident l'industrie à s'y retrouver face à des enjeux tels que le marketing d'influence ou les allégations « Fait au Canada ».

Cette période a été particulièrement chargée et marquante pour les Normes de la publicité. Au cours des derniers mois, l'organisme a publié le dixième rapport annuel du Programme de responsabilité Choix de pub ainsi que le premier rapport de conformité en vertu du Code des pratiques exemplaires en matière de publicité sur les aliments et les boissons destinée aux enfants. De nouvelles recherches ont également été publiées concernant la confiance des consommateurs dans la publicité, et de nouvelles lignes directrices ont été émises sur la manière de formuler des allégations « canadiennes » de façon responsable. Bev félicite les employés et les bénévoles qui accomplissent ce travail essentiel visant à améliorer notre industrie.

Bev tient aussi à remercier ses collègues du Conseil – actuels et anciens – pour le dévouement et pour la diligence qu'ils ont apportés au soutien de l'organisation. Elle exprime ensuite sa reconnaissance envers les Normes de la publicité pour l'occasion qui lui a été donnée de diriger le Conseil et de participer à la gouvernance de l'organisme.



8. Remerciements à Rupa Bahri, à Peggy Barnwell, à Kimberly Eberwine, à Kevin Johnson et à Dominique Villeneuve

Bev Kirshenblatt tient à remercier les membres sortants du Conseil : Peggy Barnwell, représentante du public; Rupa Bahri qui est demeurée au sein du Conseil à titre de représentante du public après avoir quitté son poste chez Haleon; Kimberly Eberwine, de Procter & Gamble; Kevin Johnson, de Group M ainsi que Dominique Villeneuve qui a démissionné du Conseil lorsqu'elle a quitté ses fonctions chez A2C. Le Conseil et les Normes de la publicité ont sincèrement apprécié leurs conseils, leur sagesse et leur engagement envers l'autoréglementation de la publicité.

9. Rapport de la présidente et cheffe de direction

Catherine Bate présente son Rapport de la présidente et cheffe de la direction et remercie les membres du Conseil sortants de même que les bénévoles des Normes de la publicité. Elle exprime sa gratitude envers Raymonde Lavoie, bénévole au sein du Conseil des normes depuis 2001 et, jusqu'à tout récemment, présidente de notre Conseil des normes au Québec pendant de nombreuses années. Elle remercie également Marie-Josée Beauchamp, la nouvelle présidente du Conseil des normes au Québec, ainsi que Mike Darley qui poursuit son mandat à titre de président du Conseil des normes basé à Toronto. Nos Conseils des normes sont composés de bénévoles qui se prononcent sur les plaintes soumises en vertu du *Code canadien des normes de la publicité* et qui constituent l'épine dorsale du travail que les Normes de la publicité accomplissent en tant qu'organisme d'autoréglementation de l'industrie au Canada

En 2024, les Normes de la publicité ont enfin vu le lancement tant attendu de leur nouveau système TI. Parmi ses diverses fonctionnalités, ce nouveau système a permis aux Normes de la publicité de moderniser la façon dont les plaintes sont reçues et traitées en vertu du *Code canadien des normes de la publicité*, ce qui a rendu possible l'élimination de l'arriéré de dossiers et la mise à jour de la façon dont les décisions du Conseil des normes sont catégorisées et publiées. Grâce à cette mise à jour, les Normes de la publicité reprendront la publication de rapports annuels sur les plaintes contre la publicité, et le rapport portant sur 2024 est en voie de finalisation. Le système mis à jour permet également de présenter, sur le site Web des Normes de la publicité, les décisions avec un niveau de détail accru, notamment grâce à une nouvelle fonction de recherche. Les plaintes de 2024 sont en cours d'intégration au site et pourront être consultées pour les décisions à venir.

Cathy recommande que les membres suivent les Normes de la publicité sur LinkedIn et consultent les *Member Intelligence Reports* qui leur sont réservés et qui leur sont envoyés par courriel afin de rester au fait des nouveaux développements.

L'ICAS – l'International Council for Advertising Self-Regulation – a lancé la première séance du *Global Think Tank* à Cannes cette année. Les Normes de la publicité sont un membre et commanditaire fondateur du Global Think Tank de l'ICAS et se réjouissent de prendre connaissance des conclusions des travaux de réflexion portant sur l'IA en publicité. Les documents issus de ce groupe de réflexion contribueront à éclairer la stratégie des Normes de la publicité quant à la meilleure façon de soutenir l'industrie dans ses efforts pour renforcer la confiance des consommateurs et des organismes de réglementation dans l'utilisation de l'IA par l'industrie de la publicité, et pour favoriser l'élaboration de lignes directrices et de pratiques exemplaires encadrant un usage responsable de l'IA en création publicitaire. Outre l'IA, le deuxième domaine d'intérêt stratégique pour l'année à venir concerne l'écoblanchiment et les allégations environnementales. Avec la publication récente des documents d'orientation mis à jour par le



Bureau de la concurrence, les Normes de la publicité seront en mesure de concrétiser leurs projets visant à élaborer des lignes directrices sur les allégations environnementales destinées à l'industrie, en vertu du *Code canadien des normes de la publicité*.

10. Remerciements à Bev Kirshenblatt, présidente sortante du Conseil

Catherine Bate remercie Bev Kirshenblatt pour ses services à titre de membre du Conseil depuis 2013 et, plus récemment, comme présidente du Conseil. Les Normes de la publicité sont reconnaissantes que Bev ait accepté d'assumer ce rôle et ait également consenti à prolonger son mandat afin de soutenir l'organisation jusqu'à la sortie de la pandémie ainsi qu'au cours de la transition de Cathy vers son rôle de présidente et cheffe de la direction. Un don a été fait à NABS en son honneur.

11. Gagnants de la bourse d'études

Catherine Bate félicite les gagnants de la bourse d'études : Zachary Roy (de l'Université Laval) et Helena Swift (de la Sauder School of Business de l'Université de Colombie-Britannique). Catherine remercie également le comité d'évaluation des bourses pour le travail soutenu qu'il a accompli dans la sélection des récipiendaires, soit Marie-Josée Beauchamp, présidente du Conseil des Normes; Thomas Lecordier, président et chef de la direction, A2C; Danielle Lefrançois, membre du Conseil et directrice, Normes et communication (Québec) des Normes de la publicité; Michael Stoparczyk, conseiller et technicien en programmation des propriétés de diffusion, School of Media & Digital Arts du Fanshawe College et représentant du public au sein du Conseil des normes, ainsi que Jessica Yared, responsable des Communications des Normes de la publicité.

12. Questions diverses

Bev Kirshenblatt confirme qu'aucune autre question n'a été soulevée par les membres.

13. Ajournement

De ce fait, l'Assemblée générale annuelle de 2025 est levée à 12 h 55.



Rapport du Comité des candidatures

Le Comité des candidatures propose la liste de candidats suivants à élire aux postes d'administrateurs des Normes de la publicité lors de l'assemblée générale annuelle de Les normes canadiennes de la publicité, pour un mandat commençant le 2 juin 2026, chacun commençant ou poursuivant son mandat respectif pour l'année 2026-2027.

Comité des candidatures : Catherine Bate, Judy Davey, Scott Knox, Serge Rancourt, Shelley Samel et Richard Wong

Nouveaux administrateurs :

Urania Agas, WPP Media Canada

Calla Dewdney, Rogers Sports & Média

Shannon Wells, Bell Média Québec

Administrateurs reconduits :

Catherine Bate, Normes de la publicité

Judy Davey, Association canadienne des annonceurs inc.

Trevor Grant, Moosehead Breweries

Scott Knox, Institut des agences canadiennes

Thomas Lecordier, A2C

Kimberly Legg, Procter & Gamble

Carolyn Leu, CBC/SRC

Steve McGregor, Pattison Affichage

Serge Rancourt, No Fixed Address Inc.

Shelley Samel, Normes de la publicité

(Syed) Zeeshan Shams, Haleon

Marina Seidl, Interac Corp.

Divya Deep Singh, Unilever

Richard Wong (*représentant du public*)



Urania Agas

Cheffe de l'exploitation | WPP Media Canada



Avec plus de 14 années de service au sein de WPP Media, Urania s'est distinguée en occupant divers postes de haute direction. Plus récemment, à titre de cheffe de l'exploitation au Canada, elle joue un rôle déterminant dans la promotion de l'excellence opérationnelle, l'optimisation des processus et l'atteinte d'objectifs organisationnels ambitieux.

Forte de plus de 25 années d'expérience approfondie dans l'industrie, Urania a contribué de manière soutenue à une croissance transformationnelle pour un portefeuille diversifié d'entreprises de premier plan, tant à l'échelle locale que mondiale, dans des secteurs tels que le voyage, les services financiers, les biens de consommation courante (CPG) et le commerce de détail.

Au-delà de ses responsabilités exécutives, Urania est reconnue comme une leader d'opinion au sein de l'industrie, faisant la promotion d'un leadership empreint d'empathie et soutenant activement le développement de la prochaine génération de femmes leaders.

Calla Dewdney

Directrice, Affaires réglementaires, Médias | Rogers Sports & Média



Comptant près de 20 ans d'expérience dans les secteurs des médias, des télécommunications et des boissons alcoolisées au Canada, Calla Dewdney occupe actuellement le poste de directrice, Affaires réglementaires, Médias chez Rogers Sports & Média, où elle est responsable de la conformité réglementaire de la division médias de l'entreprise.

Avant de se joindre à Rogers, Calla a occupé des postes de direction en affaires juridiques et en conformité chez Arterra Wines Canada, où elle supervisait les dossiers réglementaires liés aux activités à l'échelle nationale, notamment l'étiquetage des produits, la gestion de licences et la distribution.

Plus tôt dans sa carrière, elle a travaillé dans les domaines des normes de diffusion et de la responsabilité sociale chez CHUM Limited, où elle supervisait le comité



d'examen de MuchMusic et a développé une expertise approfondie en normes de contenu et en responsabilité publique.

Dans un chapitre unique de sa carrière, Calla s'est éloignée de la vie corporative pendant plusieurs années afin de poursuivre sa passion pour le vin, obtenant un diplôme en vinification du Niagara College et travaillant dans des vignobles en Ontario et en Bourgogne, en France. Elle détient une certification WSET niveau 3 (avec mérite), témoignant de son engagement continu dans l'industrie du vin.

Fière diplômée de l'Université Western, Calla détient un baccalauréat ès arts en anglais et philosophie ainsi qu'une maîtrise ès arts en littérature anglaise. Elle est également une grande amatrice de plein air et passe les mois chauds de l'année à faire du camping, du kayak, du vélo, et à profiter autant que possible de son temps avec ses deux chiens.

Shannon Wells

Directeur des ventes | Bell Média Québec



Shannon Wells est un dirigeant chevronné en ventes comptant plus de 30 ans d'expérience au sein de l'industrie canadienne des médias et de la publicité. Reconnu pour ses talents de gestionnaire, son leadership et sa vision stratégique, il a contribué de façon significative au succès des organisations au sein desquelles il a œuvré.

Depuis février 2021, il occupe le poste de directeur des ventes, Bell Média Québec, où il est responsable de l'ensemble des revenus publicitaires à l'échelle de la province, toutes plateformes confondues. Il dirige les équipes de ventes publicitaires nationales et locales et accompagne les annonceurs et partenaires dans un environnement publicitaire en constante transformation.

Shannon s'est joint à Astral Affichage, une division de Bell Média, en 2016 à titre de directeur des ventes. En 2019, son mandat s'élargit aux ventes radio et il est alors promu directeur des ventes nationales – radio et affichage. À compter de 2020, dans le cadre du regroupement des activités publicitaires sous une direction unique, il assume la responsabilité de l'ensemble des ventes publicitaires toutes plateformes confondues à travers le Québec, en dirigeant les équipes provinciales nationales et locales.

Auparavant, Shannon a occupé des postes de direction en ventes chez Métromédia Plus, Groupe Force Radio, Cogeco Média et Corus Québec.



Information sur les modifications apportées au Règlement administratif

Une Résolution visant la mise à jour du Règlement administratif de fonctionnement général (le « Règlement ») des Normes de la publicité figure à l'Ordre du jour de l'Assemblée générale annuelle et extraordinaire de 2026. Le présent document fournit une brève explication des modifications proposées et présente le texte (en français et en anglais) de la Résolution. Pour celles et ceux qui souhaitent en examiner les détails, une version comparative du Règlement, juxtaposée à la version précédente, est fournie ci-après.

Nous vous encourageons à **remplir votre formulaire de procuration** afin de voter sur cette Résolution, puisqu'il nous permettra de mener à bien les affaires de l'organisation, telles que décrites ci-dessous.

Toute question concernant cette Résolution peut être adressée à Shelley Samel, cheffe des Affaires juridiques, à Shelley.Samel@adstandards.ca.

Description de la mise à jour du Règlement administratif

Il est proposé d'apporter des modifications au Règlement administratif des Normes de la publicité afin de clarifier certains libellés relatifs aux administrateurs. Ces modifications ont été approuvées lors d'une réunion du Conseil d'administration tenue le 26 novembre 2025 et doivent être entérinées par une résolution ordinaire (majorité simple) des membres votants.

Les modifications visent à clarifier le fait que les mandats des administrateurs sont d'une durée de trois (3) ans chacun, et non « jusqu'à trois ans », comme le prévoit actuellement le Règlement administratif. De plus, les modifications exigent que tous les administrateurs – à l'exception des « membres à titre personnel », du président et chef de la direction et du secrétaire – soient des représentants d'organisations membres des Normes de la publicité. Ainsi, le Conseil est composé de représentants de ses membres en règle, ainsi que de membres à titre personnel représentant le public.

L'Institut des agences canadiennes (ICA) et l'Association canadienne des annonceurs (ACA) bénéficient d'un statut particulier en tant que membres fondateurs des Normes de la publicité. Le Règlement administratif stipule actuellement que les administrateurs désignés par ces organisations ne sont pas assujettis à la durée maximale des mandats, ce qui a pour conséquence qu'un représentant de chacune de ces organisations siège toujours au Conseil bien que cela ne soit pas énoncé explicitement. Les modifications consacrent officiellement, aux articles 5.07.1a et b, une place au sein du Conseil pour les représentants de l'ICA et de l'ACA – précisant clairement que les sièges réservés à l'annonceur et à l'agence incluent respectivement les représentants de ces organisations. De plus, les modifications confirment que l'ICA et l'ACA peuvent désigner un représentant de leur organisation pour siéger au Conseil, sans que cette personne ne doive nécessairement être un employé de ces organisations.

Il y avait aussi le désir de préciser certains libellés du Règlement administratif. Par exemple, le Règlement laisse actuellement entendre que les administrateurs sont des membres. Comme les membres sont des entreprises, la version révisée précise que les administrateurs sont des représentants de membres. Une modification correspondante a été ajoutée pour traiter les cas où un administrateur ne représenterait plus un membre – son statut serait alors converti en « membre à titre personnel ».

Enfin, un libellé a été ajouté afin d'harmoniser le Règlement avec les pratiques exemplaires en gouvernance, en précisant clairement les obligations fiduciaires des administrateurs. Cette précision reflète les obligations légales des administrateurs, tout en en soulignant l'importance par son inclusion dans le Règlement administratif.

**RÉSOLUTION DES MEMBRES
DE
ADVERTISING STANDARDS CANADA/LES NORMES CANADIENNES DE LA
PUBLICITÉ
(« l'organisation »)**

**CONCERNANT LES MODIFICATIONS APPORTÉES AU RÈGLEMENT ADMINISTRATIF DE
FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION**

RÉSOLUTION

**IL EST RÉSOLU, PAR VOIE DE RÉOLUTION ORDINAIRE DES MEMBRES DE
L'ORGANISATION, QUE** les modifications aux sections 5.01.1, 5.01.2, 5.01.3, 5.01.4, 5.02.2,
5.03.2, 5.05.1, 5.05.2, 5.07.1, et 5.07.2 du Règlement administratif de fonctionnement général
de l'organisation, qui ont été soumises à l'assemblée des membres de l'organisation
(les « **membres** »), soient confirmées par les présentes.

General Operating By-Law

A by-law relating generally to the conduct of the affairs of Advertising Standards Canada/Les normes canadiennes de la publicité (the “Corporation”)

Table of Contents

SECTION 1 - GENERAL.....	1
1.01 Definitions	1
1.02 Interpretation	2
1.03 Corporate Seal	2
1.04 Purpose	2
1.05 Execution of Documents.....	2
1.06 Financial Year.....	3
1.07 Banking Arrangements	3
1.08 Borrowing By-law.....	3
1.09 Annual Financial Statements.....	4
SECTION 2 - MEMBERSHIP - MATTERS REQUIRING SPECIAL RESOLUTION.....	4
2.01 Membership Conditions	4
2.02 Notice of Meeting of Members	5
SECTION 3 - DUES, OFFICIAL REPRESENTATIVES, TERMINATION AND DISCIPLINE OF MEMBERS	5
3.01 Membership Dues.....	5
3.02 Official Representatives	6
3.03 Termination of Membership	6
3.04 Effect of Termination of Membership.....	7
3.05 Membership Transferability	7
3.06 Discipline of Members	8
SECTION 4 - MEETINGS OF MEMBERS.....	9
4.01 Persons Entitled to be Present.....	9
4.02 Chairperson of the Meeting.....	9
4.03 Quorum.....	9

Click or tap here to enter text.

4.04	Annual Meeting of Members (AGM of Members).....	9
4.05	Members Calling a Meeting of Members	9
4.06	Votes to Govern	10
4.07	Participation by Electronic Means.....	10
4.08	Proxies.....	10
4.09	Proposals Nominating Directors at AGM of Members	10
4.10	Cost of Publishing Proposals for AGM of Members.....	11
SECTION 5 - DIRECTORS.....		11
5.01	Election and Term.....	11
5.02	Qualifications of Directors.....	12
5.03	Responsibilities of Directors.....	12
5.04	Number of Directors	13
5.05	Composition of Board	<u>1413</u>
5.06	Members at Large.....	<u>1413</u>
5.07	Allocation of Board Membership by Sector	<u>1413</u>
SECTION 6 - MEETINGS OF DIRECTORS.....		14
6.01	Calling of Meetings	<u>1514</u>
6.02	Notice of Meeting	<u>1514</u>
6.03	Time, Place and Notice of Meetings of Directors.....	<u>1514</u>
6.04	Waiver of Notice.....	<u>1514</u>
6.05	Adjournment.....	15
6.06	Attendance by Director at Members' Meetings.....	<u>1615</u>
6.07	Quorum of Directors' Meetings.....	<u>1615</u>
6.08	Participation at Directors' Meetings by Electronic Means	<u>1615</u>
6.09	Regular Meetings.....	<u>1615</u>
6.10	Votes to Govern	<u>1615</u>
6.11	Number of Meetings of the Board of Directors	<u>1716</u>
6.12	Committees of the Board of Directors.....	<u>1716</u>
SECTION 7 - INDEMNIFICATION		<u>1817</u>
7.01	Persons Entitled to Indemnification.....	<u>1817</u>

7.02	Insurance.....	<u>1948</u>
SECTION 8 - OFFICERS		<u>1948</u>
8.01	Description of Offices.....	<u>1948</u>
8.02	Vacancy in Office	<u>2049</u>
SECTION 9 - NOTICES.....		<u>2120</u>
9.01	Method of Giving Notices	<u>2120</u>
9.02	Invalidity of any Provisions of this By-law	<u>2224</u>
9.03	Omissions and Errors.....	<u>2224</u>
SECTION 10 - EFFECTIVE DATE		<u>2224</u>
10.01	Effective Date	<u>2224</u>

BE IT ENACTED as a by-law of the Corporation as follows:

SECTION 1 - GENERAL

1.01 Definitions

In this by-law and all other by-laws of the Corporation, unless the context otherwise requires:

- a. "Act" means the *Canada Not-for-profit Corporations Act* S.C. 2009, c.23 including the Regulations made pursuant to the Act, and any statute or regulations that may be substituted, as amended from time-to-time;
- b. "articles" means the original or restated articles of incorporation or articles of amendment, amalgamation, continuance, reorganization, arrangement or revival of the Corporation;
- c. "board" means the board of directors of the Corporation and "director" means a member of the board;
- d. "by-law" means this by-law and any other by-laws of the Corporation as amended and which are, from time-to-time, in force and effect;
- e. "meeting of members" includes an annual meeting of members (sometimes referred to as the "annual general meeting of members" and also as "AGM of members") or a special meeting of members; "special meeting of members" includes a meeting of any class or classes of members and a special meeting of all members entitled to vote at an annual meeting of members;
- f. "ordinary resolution" means a resolution passed by a majority of not less than 50% plus 1 of the votes cast on that resolution;
- g. "proposal" means a proposal submitted by a member of the Corporation that meets the requirements of section 163 (Shareholder Proposals) of the Act;
- h. "Regulations" means the regulations made under the Act, as amended, restated or in effect from time-to-time; and

- i. "special resolution" means a resolution passed by a majority of not less than two-thirds (2/3) of the votes cast on that resolution.

1.02 Interpretation

- 1.02.1 In the interpretation of this by-law, words in the singular include the plural and vice-versa; words in one gender include all genders; and "person" includes an individual, body corporate, partnership, trust and unincorporated organization.
- 1.02.2 Other than as specified in subsection 1.01 of this by-law, words and expressions defined in the Act have the same meanings when used in this by-law.

1.03 Corporate Seal

- 1.03.1 The Corporation may have a corporate seal in the form approved from time-to-time by the board. If a corporate seal is approved by the board, the Secretary of the Corporation shall be the custodian of the corporate seal.

1.04 Purpose

- 1.04.1 The purpose ("Purpose") of the Corporation is to create and maintain community confidence in advertising in Canada and ensure the integrity and viability of such advertising through industry self-regulation by:
 - a. building credibility for advertising through industry self-regulation;
 - b. facilitating the process of self-regulation;
 - c. advancing the common interests of the Corporation's members within the context of self-regulation;
 - d. achieving broad industry stakeholder support and participation.

1.05 Execution of Documents

- 1.05.1 Deeds, transfers, assignments, contracts, obligations and other instruments in writing requiring execution by the Corporation may be signed by any two (2) of its directors or officers.
- 1.05.2 In addition, the board may from time-to-time, by resolution, direct the manner in which and/or the person or persons by whom a particular document or type of document shall be executed.

1.05.3 Any person authorized to sign any document may affix the corporate seal (if any) to the document.

1.05.4 Any signing officer may certify a copy of any instrument, resolution, by-law or other document of the Corporation to be a true copy thereof.

1.06 Financial Year

1.06.1 The financial year of the Corporation shall begin on January 1st of each year and end December 31st of the same year.

1.07 Banking Arrangements

1.07.1 The banking business of the Corporation shall be transacted at such bank, trust company or other firm or corporation carrying on a banking business in Canada or elsewhere as the board of directors may designate, appoint or authorize from time to time by resolution. The banking business or any part of it shall be transacted by an officer or officers of the Corporation and/or other persons as the board of directors may by resolution from time to time designate, direct or authorize.

1.08 Borrowing By-law

1.08.1 If authorized by a by-law which is duly adopted by the directors and confirmed by ordinary resolution of the members, the directors of the corporation may from time-to-time:

- a. borrow money on the credit of the Corporation;
- b. issue, re-issue, sell, pledge or hypothecate debt obligations of the Corporation; and
- c. mortgage, hypothecate, pledge or otherwise create a security interest in all or any property of the Corporation, owned or subsequently acquired, to secure any debt obligation of the Corporation.

1.08.2 Any such by-law may provide for the delegation of such powers by the directors to such officers or directors of the Corporation to such extent and in such manner as may be set out in the by-law.

1.08.3 Nothing herein limits or restricts the borrowing of money by the Corporation on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the Corporation.

1.09 Annual Financial Statements

1.09.1 Subsection 172(1) (Annual Financial Statements) of the Act provides that the directors of the Corporation shall place before the members at every AGM of members prescribed comparative annual financial statements that conform to any prescribed requirements.

1.09.2 The Corporation may, instead of sending to members copies of the annual financial statements and documents referred to in subsection 172(1) (Annual Financial Statements) of the Act, publish a notice to its members stating that such annual financial statements and documents are available at the registered office of the Corporation and any member may, on request, obtain a copy free of charge at the registered office or by prepaid mail.

SECTION 2 - MEMBERSHIP - MATTERS REQUIRING SPECIAL RESOLUTION

2.01 Membership Conditions

2.01.1 Subject to the articles, there shall be one (1) class of members in the Corporation. Membership in the Corporation shall be available to any firm, association or other legal entity that is related to or engaged in or has a significant interest in the creation, production, distribution or sponsorship of advertising in Canada and which has applied for and been accepted into membership in the Corporation by resolution of the board or in such other manner as may be determined by the board.

2.01.2 The decision of the board whether or not to accept an application for membership will be final.

2.01.3 After its membership application is accepted by the board and the applicable membership dues are received by the Corporation, each member shall be entitled to receive notice of, attend and vote at all meetings of the members of the Corporation.

2.01.4 Pursuant to subsection 197(1) (Fundamental Change) of the Act, a special resolution of the members is required to make any amendments to this

subsection 2.01 of the by-law if those amendments affect membership rights and/or conditions described in paragraphs 197(1)(e), (h), (l) or (m) of the Act.

2.02 Notice of Meeting of Members

2.02.1 Notice of the date, time and place of a meeting of the members shall be given to each member entitled to vote at the meeting by:

- a. mail, courier or personal delivery at least twenty-one (21) and not more than sixty (60) days before the day on which the meeting is to be held; or
- b. email, or other telephonic, electronic or other communication facility at least twenty-one (21) and not more than thirty-five (35) days before the day on which the meeting is to be held.

2.02.2 The Corporation shall send to the public accountant and the directors notice of the time and place of any meeting of members at least twenty-one (21) and not more than sixty (60) days before the meeting.

2.02.3 Notice of any members' meeting where special business will be transacted shall state the nature of that business in sufficient detail to permit a member to form a reasoned judgment on the business and state the text of any Special Resolution to be submitted to the meeting.

2.02.4 Notice of each meeting of members shall remind the member that the member has the right to vote by proxy.

2.02.5 Pursuant to subsection 197(1) (Fundamental Change) of the Act, a special resolution of the members is required to make any amendment to the by-laws of the Corporation to change the manner of giving notice to members entitled to vote at a meeting of members.

SECTION 3 - DUES, OFFICIAL REPRESENTATIVES, TERMINATION AND DISCIPLINE OF MEMBERS

3.01 Membership Dues

3.01.1 The rights and benefits of membership are available only to those members whose payment of their annual membership dues have not been determined by the board to be in arrears.

3.01.2 Any member whose annual membership dues remain unpaid for more than ninety (90) days after their due date may be determined by the board to be in arrears and thereafter the board may, in its discretion (i) subject to Section 3.06, expel the member from the Corporation and upon such expulsion all benefits and services which members of the Corporation are entitled to shall cease to be provided to the member who is expelled, (ii) subject to Section 3.06, suspend the entitlement of the member to participate in the affairs of the Corporation and to vote at meetings of members, and/or (iii) take such other action as the board may consider to be appropriate in the circumstances, in each case upon such terms and conditions as the board determines.

3.01.3 [Intentionally deleted.]

3.02 Official Representatives

3.02.1 Each member shall appoint in writing a qualified individual to be the member's official representative to the Corporation and shall forward such name to the President of the Corporation. Among the qualifications of a member's official representative is that he/she is either employed by, or is a member in good standing of, the member of the Corporation.

3.02.2 Such representative will be entitled, on behalf of such member, to attend all meetings of members of the Corporation that may be convened or held from time-to-time and shall be entitled to vote and otherwise act for and on behalf of and in the name of such member in respect of all matters that may come before the meeting in the same manner, to the same extent, and with the same power as, such member could do.

3.02.3 Such representative shall remain as representative of such member until the member so appointing him/her shall appoint and confirm in writing addressed to the President of the Corporation another qualified individual person as the member's official representative in lieu of such first-named representative.

3.02.4 The board may, by resolution, require that a member replace its official representative.

3.03 Termination of Membership

3.03.1 A membership in the Corporation is terminated when:

- a. in the case of a member that is a corporation, the corporation is dissolved;
- b. a member fails to maintain any qualifications for membership described under subsection 2.01 of this by-law;
- c. the member resigns by so notifying the Chairperson of the board or the President of the Corporation in which case such resignation shall be effective on the date specified in such notice;
- d. the member is expelled in accordance with subsection 3.06 of this by-law, or is otherwise terminated in accordance with the articles or by-laws;
- e. the member's term of membership expires and is not renewed by that member; or
- f. the Corporation is liquidated or dissolved under the Act.

3.04 Effect of Termination of Membership

3.04.1 Subject to the articles, upon any termination of membership, the rights of the member, including any rights in the property of the Corporation, automatically cease to exist.

3.04.2 Upon the termination of, or withdrawal from, membership for any reason:

- a. there will be no refund or proration to the member of membership dues previously paid by the member; and
- b. such member shall remain liable to the Corporation for all outstanding obligations to the Corporation of such member as at the time of such termination or withdrawal.

3.05 Membership Transferability

3.05.1 A membership may only be transferred to the Corporation. Pursuant to subsection 197(1) (Fundamental Change) of the Act, a special resolution of the members is required to make any amendment to add, change or delete this subsection 3.05.1 of the by-law.

3.06 Discipline of Members

- 3.06.1 The board shall have authority to suspend or expel any member from the Corporation for any one or more of the following grounds:
- a. violating any provision of the articles, by-laws, or written policies of the Corporation;
 - b. carrying out any conduct which may be detrimental to the Corporation, its reputation or Purpose, as determined by the board in its sole discretion; and
 - c. for any other reason that the board in its sole and absolute discretion considers to be reasonable, having regard to the purpose of the Corporation.
- 3.06.2 In the event that the board determines that a member should be expelled or suspended from membership in the Corporation, the President, or such other officer as may be designated by the board, shall provide twenty (20) days' notice of suspension or expulsion to the member and shall provide reasons for the proposed suspension or expulsion.
- 3.06.3 The member may make written submissions to the President, or such other officer as may be designated by the board, in response to the notice received within such twenty (20) day period.
- 3.06.4 In the event that no written submissions are received by the President, the President, or such other officer as may be designated by the board, may proceed to notify the member that the member is suspended or expelled from membership in the Corporation.
- 3.06.5 If written submissions are received in accordance with the provisions of subsection 3.06 of the by-law, the board will consider such submissions in arriving at a final decision and shall notify the member concerning such final decision within a further twenty (20) days from the date of receipt of the submissions.
- 3.06.6 The board's decision shall be final and binding on the member, without any further right of appeal.

SECTION 4 - MEETINGS OF MEMBERS

4.01 Persons Entitled to be Present

4.01.1 Members, directors, the Corporation's public accountant, and, at the invitation of the Chairperson or the President, non-members of the Corporation are entitled to be present at a meeting of members. However, only those members entitled to vote at the members' meeting according to the provisions of the Act, articles and by-laws are entitled to cast a vote at such meeting of members.

4.02 Chairperson of the Meeting

4.02.1 In the event that the Chairperson of the board is absent and no Vice-Chairperson of the board is present, the members who are present and entitled to vote at the meeting of members shall choose one (1) of their number to Chairperson the meeting of members.

4.03 Quorum

4.03.1 A quorum at any meeting of the members (unless a greater number of members are required to be present by the Act) shall be 15% of the members entitled to vote at the meeting.

4.03.2 If a quorum is present at the opening of a meeting of members, the members present may proceed with the business of the meeting even if a quorum is not present throughout the meeting.

4.04 Annual Meeting of Members (AGM of Members)

4.04.1 There shall be an AGM of members of the Corporation which shall be held at a time, date and place that the directors determine.

4.05 Members Calling a Meeting of Members

4.05.1 The board of directors shall call a special meeting of members in accordance with section 167 of the Act, on written requisition of members carrying not less than 5% of the voting rights.

4.05.2 If the directors do not call a meeting of members within twenty-one (21) days of receiving the requisition referred to in subsection 4.05.1 of this by-law, any member who signed the requisition may call the meeting.

4.06 Votes to Govern

- 4.06.1 At any meeting of members every question shall, unless otherwise provided by the articles or by-laws or by the Act, be determined by a majority of the votes cast on the question.
- 4.06.2 In case of an equality of votes at a meeting of members either on a show of hands or on a ballot or on the results of electronic voting, the chair of the meeting in addition to an original vote shall not have a second or casting vote.

4.07 Participation by Electronic Means

- 4.07.1 A meeting of the members may be held entirely, or a person may participate in a meeting of the members, by means of such telephonic, electronic or other communication facility that permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting if the Corporation makes available such a communication facility, and a person participating in such a meeting by such means is deemed to be present at the meeting.
- 4.07.2 A vote by a member participating by telephone, electronic or other communication facility may be carried out by such means, if the facility:
- a. enables the votes to be gathered in a manner that permits their subsequent verification; and
 - b. permits the tallied votes to be presented to the Corporation without it being possible for the Corporation to identify how each member voted.

4.08 Proxies

- 4.08.1 Members not in attendance at a meeting of members may vote by appointing in writing a proxyholder, and one or more alternate proxyholders to attend and act at the meeting in the manner and to the extent authorized by the proxy and with the authority conferred by it subject to the requirements of the Act and the Regulations.

4.09 Proposals Nominating Directors at AGM of Members

- 4.09.1 Subject to the Regulations, any proposal by one (1) or more members may include nominations for the election of directors if the proposal is signed by not

less than 5% of members entitled to vote at the meeting at which the proposal is to be presented.

4.10 Cost of Publishing Proposals for AGM of Members

4.10.1 The member who, or the members who together, submitted the proposal referred to in subsection 4.09.1 of this by-law, shall pay the cost of including the proposal and any statement in the notice of meeting at which the proposal is to be presented unless otherwise provided by ordinary resolution of the members present at the meeting.

SECTION 5 - DIRECTORS

5.01 Election and Term

5.01.1 ~~Subject to the articles, the members will elect the directors at each annual meeting at which an election of directors is required, and the directors shall each be elected to hold office for a three-year term.~~ At each annual members' meeting at which an election of new directors is required, the members will elect new directors to hold office for a term of three (3) years each.

5.01.2 ~~Subject to subsection 5.01.3 and 5.01.4 of this by-law, no person who has served on the board of directors for three (3) consecutive terms of up to three (3) years per each term shall be eligible for re-election at the next following AGM of members of the Corporation at which the board of directors is elected. The elected directors whose three (3) year term has expired at the annual members' meeting shall, if qualified, be eligible for re-election for a further term of three (3) years, provided, however, that all directors are limited to three (3) consecutive terms of office, except as provided for in subsections 5.01.3 and 5.01.4 of these by-laws.~~

5.01.3 Notwithstanding the limitation described in subsections 5.01.1 and 5.01.2 of this by-law, the same personal representative designated by ~~of~~ the Institute of Communication-Canadian Agencies (a member of the Corporation in the communication agency sector) and Association of Canadian Advertisers Incorporated (a member of the Corporation in the advertiser sector), the President, ~~and~~ the CEO, and the Secretary shall be included in a slate of directors proposed for election to the board of directors even if such nomination results in each or either such person serving on the board of directors for more than three (3) successive terms of up to three (3) years each.

5.01.4 Notwithstanding the limitation described in subsections 5.01.1 and 5.01.2 of this by-law, any director who also serves on the Executive Committee may be included in a slate of directors proposed for election for up to three (3) additional terms of one (1) year per term, if approved by resolution of the Board as being in the best interests of the Corporation, even if such nomination results in such person serving on the board of directors for more than three (3) successive terms of up to three (3) years each.

5.02 Qualifications of Directors

5.02.1 The following persons are disqualified from being a director of the Corporation:

- a. anyone who is less than eighteen (18) years of age;
- b. anyone who has been declared incapable by a Court in Canada or in any other country;
- c. a person who is not an individual; and
- d. a person who has the status of a bankrupt.

5.02.2 With the express exclusion of the President, CEO, Secretary and any "Members at Large", a director of the Corporation is ~~not~~ required to be a representative of a member in good standing of the Corporation.

5.02.3 No person shall act for an absent director at a meeting of directors.

5.03 Responsibilities of Directors

5.03.1 Subject to section 138 of the Act, the board of directors of the Corporation shall manage or supervise the management of the affairs, activities and property of the Corporation and shall have the authority and responsibility for establishing overall direction and general operating policies of the Corporation with respect to matters of general interest to all members. Without limiting the generality of the foregoing, this includes:

- a. taking title to real and personal property in the name of the Corporation;
- b. borrowing money on behalf of the Corporation;

- c. making or causing to be made for the Corporation in its name, any kind of contract which the Corporation may lawfully enter into;
- d. appointing a President of the Corporation;
- e. directing the Corporation's officers to do all things necessary to carry out the policies, functions and activities of the Corporation;
- f. establishing a fiscal year for the Corporation;
- g. approving the Corporation's annual budget;
- h. approving (or not) applications for membership;
- i. prescribing services available to members;
- j. determining dues for membership; and
- k. delegating such of its powers as it may legally do, and which it may deem advisable, to the Executive Committee and any other committees established by the board of directors.

5.03.2 Directors have an obligation to exercise their authority and to carry out their duties as a director for the sole benefit of the Corporation. A director who in any way directly or indirectly finds themselves in a potential conflict of interest shall notify the President or Chairperson of any such conflict of interest. Failure to do so shall constitute prima facie grounds for such individual's removal from the board of directors. Any director who directly or indirectly is involved in a potential conflict of interest shall excuse themselves from the discussions and not vote in any matter or action of the board of directors regarding the potential conflict. In addition to the foregoing, all directors must comply with any additional policies, guidelines or rules regarding conflicts of interest which may be set out by the board of directors from time to time.

5.04 Number of Directors

5.04.1 The board of directors shall consist of not fewer than ten (10) and not more than twenty-five (25) directors.

5.05 Composition of Board

- 5.05.1 The board of directors shall be drawn from representatives of members in the following sectors: advertiser; communication agency; media; and “members at large” (as that term is explained in subsection 5.06.1 of this by-law).
- 5.05.2 The board of directors shall include the President and the Secretary.

5.06 Members at Large

- 5.06.1 “Members at large” may derive from any sector of members described in subsection 5.05 of this by-law; provided, however, that no director appointed to sit on the board as a “member at large” will be regarded or counted as a representative of such sector. Notwithstanding the foregoing, a “member at large” may, alternatively, derive from among the public, whether or not that “member at large” is affiliated with a member.

5.07 Allocation of Board Membership by Sector

- 5.07.1 Within each sector mentioned in subsection 5.05.1 of this by-law, the representation on the board of directors shall be as follows:
- a. advertiser – not fewer than three (3) nor more than seven (7) directors and includes a representative designated by the Association of Canadian Advertisers Incorporated;
 - b. communication agency – not fewer than two (2) nor more than five (5) directors and includes a representative designated by the Institute of Canadian Agencies;
 - c. media – not fewer than three (3) nor more than seven (7) directors; and
 - d. members at large – not fewer than one (1) nor more than five (5) directors.
- 5.07.2 Where a director no longer represents a member from the same sector for which they were elected under subsection 5.07.1 of this by-law, and the director elects not to resign from the board, the director will be designated as a ‘member-at large’ for the balance of their term provided the maximum number of ‘members at large’ has not been met.

SECTION 6 - MEETINGS OF DIRECTORS

6.01 Calling of Meetings

6.01.1 Meetings of the board may be called at any time by the Chairperson of the board, a Vice-Chairperson of the board or any two (2) directors.

6.02 Notice of Meeting

6.02.1 Notice of the time and place for the holding of a meeting of the board shall be given in the manner provided in subsection 9.01.1 of this by-law to every director of the Corporation not less than 7 days before the time when the meeting is to be held. Notice of a meeting shall not be necessary if all of the directors are present, and none objects to the holding of the meeting, or if those absent have waived notice of or have otherwise signified their consent to the holding of such meeting. Notice of an adjourned meeting is not required if the time and place of the adjourned meeting is announced at the original meeting. Unless the by-laws otherwise provide, no notice of meeting need specify the purpose or the business to be transacted at the meeting except that a notice of meeting of directors shall specify any matter referred to in subsection 138(2) (Limits on Authority) of the Act that is to be dealt with at the meeting.

6.03 Time, Place and Notice of Meetings of Directors

6.03.1 Unless the articles or by-laws of the Corporation otherwise provide, the directors may meet at any place and on any notice that the by-laws require.

6.04 Waiver of Notice

6.04.1 A director may waive notice of a meeting of directors, and attendance of a director at a meeting of directors is a waiver of notice of the meeting, except if the director attends a meeting for the express purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that the meeting is not lawfully called.

6.05 Adjournment

6.05.1 Notice of an adjourned meeting of directors is not required to be given if the time and place of the adjourned meeting is announced at the original meeting.

6.06 Attendance by Director at Members' Meetings

6.06.1 A director is entitled to attend and be heard at every meeting of members.

6.07 Quorum of Directors' Meetings

6.07.1 Subject to the articles or by-laws of the Corporation, a majority of the minimum number of directors required by the articles constitutes a quorum at any meeting of directors; provided, however, that such quorum shall include at least one director from the advertiser sector and at least one another director from the communication agency or media sectors. Despite any vacancy among the directors, a quorum of directors may exercise all the powers of directors.

6.08 Participation at Directors' Meetings by Electronic Means

6.08.1 If all of the Directors consent, generally or in respect of a particular meeting, a Director may participate in a meeting of the Directors by means of such telephonic, electronic or other communication facility that permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting and a Director participating in a meeting by such means is deemed to be present at the meeting.

6.09 Regular Meetings

6.09.1 The board may appoint a day or days in any month or months for regular meetings of the board at a place and hour to be named. A copy of any resolution of the board fixing the place and time of such regular meetings of the board shall be sent to each director forthwith after being passed, but no other notice shall be required for any such regular meeting except if subsection 136(3) (Notice of Meeting) of the Act requires the purpose thereof or the business to be transacted to be specified in the notice.

6.10 Votes to Govern

6.10.1 At all meetings of the board, each director is authorized to exercise one (1) vote and every question shall be decided by a majority of the votes cast on the question. In case of an equality of votes, the chair of the meeting shall have an original vote but shall not have a second or casting vote.

6.11 Number of Meetings of the Board of Directors

6.11.1 The board of directors shall meet not less than three (3) times during each fiscal year.

6.12 Committees of the Board of Directors

6.12.1 Executive Committee:

- a. The board of directors shall appoint an Executive Committee composed of up to eight (8) directors;
- b. of the eight (8) directors on the Executive Committee there will be the Chairperson of the board of directors, all of the Vice-Chairpersons then holding that office, the President, the Secretary, the Treasurer and such other directors as may be appointed to the Executive Committee by the board of directors annually;
- c. each member of the Executive Committee shall be a voting member except the Secretary who shall be a non-voting member of the Executive Committee; and
- d. a quorum of the Executive Committee shall be not less than a majority of the members of the Executive Committee provided that included in such quorum must be one (1) representative of the advertiser sector and at least one (1) other person representing the communication agency sector or media sector.

6.12.2 The Executive Committee shall have the power and authority to:

- a. make financial commitments and expenditures up to a maximum of One Hundred and Fifty Thousand (\$150,000) Dollars in the aggregate for any one transaction without requiring the prior approval and authorization of the board of directors;
- b. make financial commitments and expenditures in excess of One Hundred and Fifty Thousand (\$150,000) Dollars in the aggregate for any one transaction after receiving the approval and authorization of the board of directors;

- c. make financial commitments and expenditures in excess of One Hundred and Fifty Thousand (\$150,000) Dollars in the aggregate for any one transaction without requiring the prior approval and authorization of the board of directors if the stated purpose of such commitment and expenditure relates to a situation that the Executive Committee has declared to be of an extremely confidential nature and/or time sensitive and if the board of directors' approval of such commitment and expenditure is subsequently affirmed by resolution of the board of directors; and
 - d. at its option present policy recommendations, proposals and long-term goals and priorities for consideration by the board of directors in respect of any matter relating to the Corporation that may arise from time-to-time.
- 6.12.3 The Executive Committee shall submit to the board of directors of the Corporation, in a timely fashion, minutes of each formal meeting of the Executive Committee since the last proceedings of the board of directors.

6.12.4 **Other Committees:**

In addition to the Executive Committee the board may from time-to-time appoint any other committee or advisory body as the board deems necessary or appropriate for such purposes and, subject to the Act, vest in them such powers as the board shall see fit. Any such committee or advisory body may formulate its own rules of procedure, subject to such regulations or directions as the board may from time-to-time make.

6.12.5 **Removal of Committee Members:**

Any member of any committee or other advisory body may be removed by resolution of the board of directors.

SECTION 7 - INDEMNIFICATION

7.01 Persons Entitled to Indemnification

- 7.01.1 Every director or officer of the Corporation and every other person or legal entity who has undertaken or is about to undertake any liability on behalf of the Corporation, or who is deemed, adjudicated or otherwise declared by some competent authority or tribunal to be liable for the actions, or the failure to act

appropriately, or for the debts, of the Corporation or any corporation or entity controlled by the Corporation, and their heirs, executors and administrators, estate and effects, respectively, shall from time-to-time and at all times, be indemnified and saved harmless by the Corporation, out of the funds of the Corporation, from and against:

- a. all costs, charges and expenses which such director, officer or other person or entity sustains or incurs in or about any action, suit or proceedings which is/are brought, commenced or prosecuted against him, or her, or it, or in respect of any act, deed, matter or thing whatsoever, made, done or permitted by him or her or it, in or about the execution of the duties of his or her or its office, or in respect of any such liability; and
- b. all other costs, charges and expenses which he or she or it sustains or incurs in or about or in relation to the affairs of the Corporation. except such costs, charges or expenses as are occasioned by his or her or its own willful neglect or default.

7.02 Insurance

7.02.1 The Corporation shall purchase or maintain insurance for the benefit of any person referred to in subsection 7.01.1 of this by-law. Any action from time-to-time taken by the directors under subsections 7.01.1 and 7.02.1 of this by-law shall not require confirmation by the membership of the Corporation.

SECTION 8 - OFFICERS

8.01 Description of Offices

8.01.1 Unless otherwise specified by the board which may, subject to the Act, modify, restrict or supplement such duties and powers, the offices of the Corporation, if designated and if officers are appointed, shall have the following duties and powers associated with their positions:

- a. **Chairperson of the Board** - The Chairperson of the board, if one is appointed, shall be a director. The Chairperson of the board, if any, shall, when present, preside at all meetings of the board of directors and of the members. The Chairperson shall have such other duties and powers as the board may specify.

- b. **Vice-Chairperson(s) of the Board** – The board may appoint one (1) but not more than two (2) Vice-Chairpersons of the board. Each shall be a director. If the chairperson of the board is absent or is unable or refuses to act, a Vice-Chairperson of the board, if any, shall, when present, preside at all meetings of the board of directors and of the members. The Vice-Chairperson or, if one or more than one Vice-Chairperson is appointed, the Vice-Chairpersons shall have such other duties and powers as the board may specify.
 - c. **President** – If appointed, the President may also be the chief executive officer of the Corporation and shall be responsible for implementing the strategic plans and policies of the Corporation. The President shall, subject to the authority of the board and section 138 of the Act, have general supervision of the activities and affairs of the Corporation.
 - d. **Secretary** – If appointed, the Secretary shall attend and be the secretary of all meetings of the board, members and committees of the board. The Secretary shall enter or cause to be entered in the Corporation’s minute book, minutes of all proceedings at such meetings. The Secretary shall give, or cause to be given, as and when instructed, notices to members, directors, the public accountant and members of committees. The Secretary shall be the custodian of all books, papers, records, documents and other instruments belonging to the Corporation.
 - e. **Treasurer** - If appointed, the Treasurer shall have such powers and duties as the board may specify.
- 8.01.2 The powers and duties of all other officers of the Corporation shall be such as the terms of their engagement call for or the board or President requires of them. The board may, from time-to-time and subject to the Act, vary, add to or limit the powers and duties of any officer.
- 8.01.3 Any two (2) offices of the Corporation may be held by the same person.

8.02 Vacancy in Office

- 8.02.1 In the absence of a written agreement to the contrary, the board may remove, whether for cause or without cause, any officer of the Corporation. Unless so removed, an officer shall hold office until the earlier of:

- a. the officer's successor being appointed,
 - b. the officer's resignation,
 - c. such officer ceasing to be a director (if being a director is a necessary qualification of appointment) or
 - d. such officer's death.
- 8.02.2 If the office of any officer of the Corporation shall be or become vacant, the directors may, by resolution, appoint a person to fill such vacancy.

SECTION 9 - NOTICES

9.01 Method of Giving Notices

- 9.01.1 Any notice (which term includes any communication or document) to be given (which term includes sent, delivered or served), shall, unless otherwise provided by the articles or by-laws or by the Act, be sufficiently given:
- a. if delivered personally to the person to whom it is to be given or if delivered to such person's address as shown in the records of the Corporation or in the case of notice to a director to the latest address as shown in the last notice that was sent by the Corporation in accordance with Sections 128 (Notice of directors) or 134 (Notice of change of directors); or
 - b. if mailed to such person at such person's recorded address by prepaid ordinary or air mail; or
 - c. if sent to such person by telephonic, electronic or other communication facility at such person's recorded address or email address for that purpose; or
 - d. if provided in the form of an electronic document in accordance with Part 17 of the Act.
- 9.01.2 A notice so delivered shall be deemed to have been given when it is delivered personally or to the recorded address as aforesaid; a notice so mailed shall be deemed to have been given when deposited in a post office or public letter box; and a notice so sent by any means of transmitted or recorded communication

shall be deemed to have been given when dispatched or delivered to the appropriate communication company or agency or its representative for dispatch.

9.01.3 The Secretary may change or cause to be changed the recorded address or email of any member, director, officer, public accountant or member of a committee of the board in accordance with any information believed by the Secretary to be reliable. The declaration by the Secretary that notice has been given pursuant to this by-law shall be sufficient and conclusive evidence of the giving of such notice.

9.01.4 The signature of any director or officer of the Corporation to any notice or other document to be given by the Corporation may be written, stamped, type-written or printed or partly written, stamped, type-written or printed.

9.02 Invalidity of any Provisions of this By-law

9.02.1 The invalidity or unenforceability of any provision of this by-law shall not affect the validity or enforceability of the remaining provisions of this by-law.

9.03 Omissions and Errors

9.03.1 The accidental omission to give any notice to any member, director, officer, member of a committee of the board or public accountant, or the non-receipt of any notice by any such person where the Corporation has provided notice in accordance with the by-laws or any error in any notice not affecting its substance shall not invalidate any action taken at any meeting to which the notice pertained or otherwise founded on such notice.

SECTION 10 - EFFECTIVE DATE

10.01 Effective Date

10.01. Subject to matters requiring a special resolution, this by-law shall be effective when made by the board.